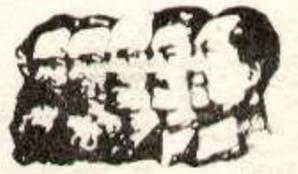


# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Au cœur de la rivalité des superpuissances

**C'**EST cette semaine que sera discutée (et vraisemblablement adoptée) par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN la proposition américaine d'installer 572 fusées Pershing 2 et missiles de croisière en Europe. Ces derniers jours ont montré que les pays membres de l'OTAN étaient profondément divisés face à ce projet. Si l'Italie, la Grande-Bretagne et la RFA en ont accepté l'installation, par contre les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège s'y sont opposés.

Cette proposition américaine démontre que la réalité de la situation en Europe est la course aux armements et non le développement de la détente. Elle constitue une nouvelle étape dans l'accumulation des armements en Europe qui est déjà le continent qui en détient le record absolu. La proposition américaine constitue une tentative visant à réduire l'avantage militaire soviétique en Europe. En effet, alors que sur le plan des armements nucléaires stratégiques, l'URSS et les USA ont acquis une situation de parité, par contre, en Europe, l'avantage est nettement en faveur de l'URSS. C'est vrai en ce qui concerne les forces armées conventionnelles. Il est de 1,2 contre 1 pour les effectifs, de 2,5 contre 1 pour les chars, de 1,7 contre 1 pour les avions tactiques. La standardisation des armements ainsi que l'organisation militaire unifiée du Pacte de Varsovie sous commandement soviétique constituent d'autres avantages. Mais surtout, cette supériorité est manifeste concernant les armes nucléaires de portée intermédiaire pointées sur l'Europe de l'Ouest et écartées des négociations Salt 2. Environ 1000 vecteurs sont installés à l'Ouest de l'Oural.

Ces missiles ont commencé à être remplacés par le nouveau missile SS 20. Chargés de trois ogives mobiles, ces nouveaux missiles nucléaires, qui ont commencé à être déployés, sont surtout très précis et peuvent détruire des objectifs tels que les sites de lancement nucléaires français par exemple. Enfin, l'URSS produit actuellement à une cadence de 2 à 3 par mois le bombardier nucléaire « Backfire ». La proposition américaine a pour but de réduire ce déséquilibre et constitue une réponse à l'installation des SS 20.

En voulant installer ces fusées, les USA n'ont pas pour souci la défense de l'Europe et la sécurité des peuples de ce continent. Il s'agit pour eux de préserver les puissants intérêts qu'ils ont sur ce continent. Face à la menace militaire de l'URSS, les peuples européens ne peuvent pas s'en remettre aux USA. Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour assurer leur défense. Seule une défense commune des pays européens serait susceptible de faire face à la menace de l'URSS.

Qu'on ne compte néanmoins pas sur nous pour nous joindre à une campagne, impulsée en France par le PCF, qui prend pour cible l'OTAN tout en passant sous silence la course effrénée aux armements de l'URSS et les agressions qu'elle multiplie dans le monde. On attend encore que le bureau politique du PCF proteste contre le déploiement des fusées SS 20 dirigées contre notre peuple.

Pierre BURNAND

# Expulsés de France pour fait de grève !

\* Du 6 au 28 novembre, 120 travailleurs immigrés avaient fait grève aux Tuileries Saint-André à Marseille.

\* Le 6 décembre, la police descend à l'usine et au foyer-dortoir : 21 ouvriers sont arrêtés.

\* Le 8 décembre, dix ont été expulsés au Sénégal ; 4 autres doivent être expulsés ces jours-ci.

\* C'est le début d'application des lois racistes Barre-Bonnet-Stoléru.

*Après les expulsions des foyers Sonacotra, le pouvoir, fort de la loi votée jeudi dernier, passe à une étape supérieure. Les droits des travailleurs immigrés sont réduits à néant. Faire grève pour eux, signifie l'expulsion.*

Voir page 3



(Photo HR)

## Retour de Chine d'une délégation du PCML



**L**A délégation du Comité central du PCML est rentrée en France après avoir effectué en Chine un séjour de trois semaines. Elle a eu de nombreux entretiens à Pékin. Son périple à travers la Chine lui a fait visiter Shanghai, la province du Yunnan, plus précisément la préfecture du Xi Shuan Bana près de la frontière birmane et laotienne. La franchise, l'esprit fraternel et ouvert ont donné une dimension particulière aux discus-

sions et visites. Le 3 décembre, la délégation a rencontré Ji Pengfei, vice-premier ministre du Conseil des affaires d'Etat et chef du département de liaison internationale du Parti communiste chinois.

Dans les jours qui viennent, nos camarades liront dans nos colonnes ce qu'ils ont pu voir et entendre en Chine.

On voit ici Alain Gastan, chef de la délégation du PCML, avec Ji Pengfei.

## IRAN

# Graves affrontements en Azerbaïdjan

La situation était très confuse lundi à Tabriz. Après une déclaration de l'ayatollah Khomeiny radiodiffusée de Qom, qui condamnait les insurgés, une manifestation de ses partisans s'était dirigée dimanche vers l'immeuble de la radio de Tabriz. Au nombre d'une dizaine de milliers, les manifestants occupaient l'immeuble. En fin d'après-midi, une contre-manifestation se dirigeait vers l'immeuble. Des coups de feu étaient échangés : il y aurait

L'Azerbaïdjan avait une fois encore manifesté sa défiance à l'égard du pouvoir central en s'abstenant massivement au référendum de dimanche dernier sur la constitution, appliquant ainsi les consignes du numéro deux, de la hiérarchie religieuse : l'ayatollah Shariat Madari, très populaire dans sa région.

Les Azerbaïdjanais ont contribué pour une grande part au fort taux d'abstention qui s'est manifesté à cette occasion (50 %), car si les Kurdes sont 4 millions, eux sont 14 millions, soit plus d'un tiers de la population totale de l'Iran. Déjà, il y a quelques semaines, Tabriz avait été le théâtre d'importantes manifestations dont les revendications étaient principalement d'ordre économique. Jeudi, au lendemain de la prise de la radio-télévision et de la fuite du gouverneur de la province, la grève générale, sans être massive a vu l'apparition des premiers slogans autonomistes.

Confronté à un mouvement qu'il ne semblait plus contrôler, bien que les manifestants continuaient de se réclamer de lui, l'ayatollah Shariat Madari multipliait les appels au calme, deux jours plus tard, dans une interview au quotidien *Bamdad* il prenait clairement position contre l'autonomie pour les minorités nationales. Shariat Madari, tout en se prononçant à plusieurs reprises pour un gouvernement aïque, en déclarant notamment que la place des mollahs était à la mosquée, avait opté pour une monarchie constitutionnelle peu avant la chute du Shah. Il est généralement considéré comme un « libéral » proche des milieux du bazar.

La résolution de la crise en Azerbaïdjan dépendra pour une part de l'attitude des autorités centrales : le seul recours à la force, si cette solution était retenue, pourrait, en l'absence d'un règlement politique, avoir les conséquences les plus graves, dans une ré-

plusieurs dizaines de morts ou de blessés. Les insurgés affirmaient détenir en otages plusieurs gardiens de la révolution et ont repris le contrôle de la radio.

A Téhéran, les déclarations du ministre des Affaires étrangères annonçant la libération d'une partie des otages américains, non convaincus d'espionnage, ont été formellement démenties par les étudiants.

gion qui représente plus d'un tiers de la population.

A cet égard, les prochains jours seront décisifs, en effet la conclusion des négociations engagées sur le Kurdistan constitueront un test important, dont les résultats sont attendus par toutes les minorités nationales d'Iran. Notons qu'au Kurdistan, le secrétaire général du PDKI, a déjà annoncé que si les négociations n'aboutissaient

pas avant la date limite du cessez-le-feu : le 19 décembre, alors, les combats reprendraient. En tout cas, si les autorités devaient accorder satisfaction aux principales demandes des autonomistes kurdes, la constitution qui ne mentionne pas les droits spécifiques des minorités nationales, ne saurait rester en l'état.

Frank ROUSSEL

## L'assassinat du neveu du Shah

L'assassinat du neveu du Shah, vendredi après-midi à Paris, a été revendiqué par l'ayatollah Khomeini, ancien responsable des tribunaux révolutionnaires islamiques, qui avaient exercé une justice « secrète » après la chute du Shah, et par une organisation jusqu'ici inconnue, le « Front de libération musulman ». Le neveu du Shah, connu pour ses activités contre le nouveau régime iranien, était l'ancien commandant de la flotte des hydroglisseurs qui, avec le reste de la flotte iranienne, était chargé de surveiller le Golfe et servait de point d'appui à la politique de « gendarme régional » allié de l'impérialisme US que menait l'Iran du Shah.

## IRLANDE DU SUD (EIRE)

### Coup de frein possible à la collaboration avec Londres

Le Fianna Fail, parti au pouvoir en République d'Irlande, a désigné Charles Maughey pour succéder à Jack Lynch démissionnaire. Ce politicien, « self made man », est bien représentatif de cette bourgeoisie nationaliste, qui s'est enrichie depuis les années 60. S'il remplace Lynch, ce n'est pas parce qu'il entend rompre avec la politique économique de celui-ci, faite d'ouverture aux capitaux étrangers, en particulier américain, mais parce que cet homme accusé à tort d'avoir facilité un trafic d'armes en faveur de l'Ira, passe pour être capable de résister aux prétentions britanniques. Comme Lynch, il condamne l'IRA et l'INLA (Irish National Liberation Army), mais il ne s'est pas compromis dans les accords répressifs plus ou moins secrets de septembre qui ont suivi la mort de Mountbatten et des 18 parachutistes anglais à Narin Water, le 27 août dernier. L'opinion publique en Irlande du Sud reste en partie compréhensive vis-à-vis de la résistance irlandaise, c'est pourquoi elle n'a pas apprécié que Lynch demande le maintien de l'armée britannique en

Ulster. En outre, il est probable que le nouveau Premier ministre ne permettra pas l'incursion des troupes anglaises au Sud, dans la zone de la frontière (une des exigences de Thatcher). Bien que Hanghey fasse figure de « dur » vis-à-vis des Britanniques, il ne semble pas que ses projets pour l'Ulster soient très différents de ceux de Lynch, c'est-à-dire l'installation d'une administration inter-confessionnelle à Belfast (comme le réclamait il y a quelques mois son prédécesseur). Sur le terrain, en Irlande du Nord, la résistance poursuit sa campagne militaire, multiplie les « checks points » barrages de contrôle dans les comités limitrophes de la République. Selon des statistiques anglaises, pour les 9 premiers mois de l'année 1979 les troupes d'occupation ont eu 232 blessés et 56 morts causés pour une grande part par les attentats à la bombe. Dans la même période, le volume d'explosifs utilisés a atteint 4 200 kg contre 2 721 kg en 1978, soit une augmentation de 55 %.

Paddy McLaughlin

## Meeting de soutien à l'Erythrée

Le Comité de Soutien à la Lutte de Libération du Peuple Erythréen (C.S.L.L.P.E.) organise, à l'initiative du Front Populaire de Libération de l'Erythrée (F.P.L.E.), le 13 décembre prochain, à 20 h 30, un meeting sur le thème :

« Erythrée, 18 ans de lutte armée déjà... »

pour l'indépendance nationale »  
A la Bourse du Travail, Salle Eugène Hénaff 23 bd du Temple, (métro République), Paris 3<sup>e</sup> entrée libre.

Le meeting sera présidé par Claude Bourdet, Président du C.S.L.L.P.E., et sera suivi d'un débat.

Outre une intervention du comité et une intervention sur l'aide humanitaire à l'Erythrée, Nafi Kurdi, représentant du F.P.L.E. à Paris, donnera un aperçu de la situation actuelle de la lutte du peuple érythréen.

Le film « Erythrée 79 » sera projeté, et un spectacle folklorique sera présenté par les organisations de masse du F.P.L.E. Venez nombreux.

## LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS A BEIJING (PEKIN)

### Renforcement des relations Chine-Japon

La visite effectuée en République populaire de Chine, du 5 au 10 décembre, par le Premier ministre du Japon, Ohira, est considérée par Beijing et Tokyo comme une nouvelle étape dans le renforcement des relations entre les deux pays. Celles-ci, normalisées en 1972, ont connu depuis l'année dernière, un développement notable avec la signature, à l'automne, du traité de paix et d'amitié sino-japonais. Depuis cette date, les consultations entre dirigeants et représentants des deux pays se sont

multipliées. Dans ce cadre, le Premier ministre japonais vient d'inviter le président Hua Guofeng à se rendre, en mai prochain, au Japon. D'autre part, les relations économiques et commerciales ont connu une essor important. Ainsi, l'accord commercial à long terme entre les deux pays a été prorogé jusqu'en 1990 avec une valeur portée de 10 à plus de 20 milliards de dollars. Les échanges commerciaux ont atteint pour les 9 premiers mois de 1979, l'équivalent de toute l'année 1978. Les relations

## Accroissement des forces aériennes soviétiques en Extrême-Orient.

Dans les premiers jours de décembre, le journal japonais *Yomiuri Shimbun* a fait état d'informations rassemblées par l'agence japonaise de défense, sur l'important accroissement des forces aériennes soviétiques en Extrême-Orient. Selon ces informations, l'URSS a déployé dans cette région des MIG 23, des MIG 27, des Sukhoï 19 et 20, tous avions supersoniques, de grande dimension, pouvant parcourir de longues distances et être lourdement chargés. Les bombardiers Sukhoï 19 et MIG 23, en décollant du territoire maritime soviétique de Primorye, sont capables d'atteindre toutes les régions du Japon. Plus de 400 avions de ces deux types sont actuellement déployés en Extrême-Orient.

De plus l'URSS a placé dans cette région plus d'une dizaine de bombardiers « Backfire », c'est-à-dire des bombardiers porteurs de charges nucléaires - du même type que ceux qu'elle est en train de déployer en Europe et qui, avec les missiles SS 20, menacent grandement la sécurité européenne. Avec ces bombardiers qui s'ajoutent aux chasseurs-bombardiers précédemment cités, la force aérienne soviétique a ainsi la possibilité d'un « déplacement à longue distance et à haute vitesse avec de lourdes charges ».

Toujours selon les mêmes sources japonaises, les Etats-Unis auraient, en réponse, installé, depuis septembre dernier, dans la base aérienne de Kadana, à Okinawa, 18 chasseurs-bombardiers F 15 d'un modèle récent. Ils projetteraient d'en ajouter 74 autres, en automne prochain. L'agence japonaise de défense, quant à elle, a décidé d'affecter des fonds à l'achat de 34 chasseurs-bombardiers F 15, lors de la prochaine année budgétaire.

## COREE DU SUD

### L'«élection» présidentielle

Le jeudi 6 décembre était « élu » le nouveau président de la Corée du sud. Il n'y avait qu'un seul candidat ! « L'élu » est Choi Kyu-hah, qui était d'ailleurs premier ministre depuis 1976 jusqu'à l'assassinat de l'ex-président et dictateur pro-américain Park Chung-hee il y a six semaines. Sa mission serait temporaire et consisterait à permettre une « évolution politique », notamment par la révision de la Constitution. C'était le seul candidat du fait qu'il faut l'investiture de 200 membres de la Conférence pour l'unification (composée de notables acquis à la dictature), organisme mis en place par Park pour assurer son maintien au pouvoir. Dans une résolution, le 1<sup>er</sup> décembre, les députés ont abrogé les décrets d'exception interdisant toute critique du régime. Par contre, la loi martiale, avec l'armée qui contrôle strictement le pays et toute la vie politique reste en vigueur.

La question de la démocratisation de la Corée du sud est considérée, notamment par la République démocratique et les patriotes sud-coréens, comme un point essentiel pour permettre d'avancer dans la réunification des parties nord et sud du pays. A noter que lors de la rencontre qu'ils viennent d'avoir à Beijing, les dirigeants chinois et japonais ont déclaré vouloir œuvrer en commun pour favoriser cette évolution démocratique.

se sont développées également pour les services bancaires, les transports maritimes et aériens, les échanges technologiques, sportifs, culturels, touristiques.

Le ressèment de ces différents liens revêt une grande importance dans le cadre de la lutte anti-hégémonique, qui avait d'ailleurs fait l'objet d'une clause spéciale du traité signé entre les deux pays l'an dernier. « Bien que nous arrêtons indépendamment nos politiques, nous avons un langage commun dans nombre de problèmes majeurs internationaux » vient de souligner, recevant le Premier ministre japonais. Celui-ci, au cours de son séjour en Chine, a notamment déclaré :

« Pendant ces sept dernières années (...), les relations entre nos deux pays se sont développées à un rythme et à une échelle que personne n'aurait prévu, au début, dans les domaines politique, économique, culturel, scientifique et technique (...). Les relations nippo-chinoises d'aujourd'hui, appuyées sur cette base inébranlable de la déclaration commune Japon-Chine et du traité d'amitié Chine-Japon se trouvent dans une étape de préparation pour un développement en profondeur et en ampleur pour les années 80 ».

Les accords qui ont été signés à la fin du séjour du Premier ministre Ohira témoignent de cet état de choses. Outre l'accord sur les échanges culturels, citons le crédit de 50 milliards de yens accordé par le Japon à la Chine, l'aide que le Japon a convenu d'apporter à la Chine pour l'édification de deux ports, trois lignes de chemin de fer, une centrale hydro-électrique, ainsi que l'accord pour la prospection et l'exploitation en commun du pétrole et du gaz naturel dans les parties sud-est et ouest de la mer de Bohai, sur une superficie de plus de 25 000 km<sup>2</sup>.

3000 PERSONNES  
DANS LES RUES DE VALENCIENNES

## « Usinor n'est pas mort, continuons le combat »

Samedi 8 décembre, 3 000 personnes ont manifesté dans les rues de Valenciennes à l'appel de la CGT pour soutenir les travailleurs d'Usinor-Denain. Depuis maintenant quinze jours, ces derniers occupent leur entreprise en application de la convention sociale. L'action porte déjà ses fruits puisque Etchegaray a annoncé que parmi les 1 700 mutations, 150 seraient annulées : « Ces emplois seraient maintenus sur place par une activité complémentaire », sur laquelle on ne sait encore rien.

**A**VANT le départ du cortège, un meeting se déroula devant la foule massée sur la place du marché. François Duméz, secrétaire de l'Union départementale CGT du Nord, donna le ton en s'en prenant vivement au front uni CFDT-CGC-FO-CFTC, qu'il appela « front de capitulation ». Il appela à développer l'action (« Il n'y a rien de plus urgent que l'action. C'est le seul mot d'ordre valable »), avant de critiquer durement la CFDT : « Les manœuvres de division du pa-

tron sont acceptées par la CFDT au nom du recentrage (...) Nous posons la question à la CFDT : « Que fait-elle des milliers de jeunes du Valenciennais ? ». Il n'est plus possible d'offrir la stratégie du recentrage avec la pratique de l'action. »

André Sainjon, le secrétaire de la FTM CGT, devait, pour sa part, centrer tout son discours contre la CFDT, en ne craignant pas de jeter de l'huile sur le feu de la division : « D'autres ont choisi la voie de la capitulation, ils n'hésitent pas à se faire les porte-voix du patronat, ils combattent

ouvertement l'action en cours. Ils agressent la CGT... Ils discutent dans le dos des travailleurs sur l'aménagement des plans patronaux. Ce front uni, c'est le front uni de la collusion des syndicats CFDT, CGC, FO, CFTC avec la direction. »

La ligne de recentrage adoptée par la CFDT, à son dernier congrès de Brest, est-elle un obstacle à l'unité d'action CGT-CFDT ? Pour notre part, nous pensons que non et nous tenons pour pleinement justifié et opportun l'accord interconfédéral des deux grandes centrales syndicales du 17 septembre dernier. Combattre l'orientation du recentrage est une chose, mais c'en est une autre, toute différente, que d'y voir soudain (près de trois mois après un accord exprimant la volonté des travailleurs) un prétexte à maintenir et à alimenter la division.

### COMMENT CONTINUER ?

Tous les travailleurs connaissent les effets du recentrage. Cela signifie-t-il pour autant jeter de l'huile à souflet sur le feu de la division ? Ce n'est pas l'opinion de notre Parti. Il faut partir avant tout du désir d'unité par une attitude fraternelle et constructive et par l'action, de parvenir à une nouvelle unité.

Car, aujourd'hui, cette absence d'unité est comme un boulet aux pieds des sidérurgistes de Denain.

On pourra regretter aussi que Sainjon n'ait rien dit des dispositions que comptait prendre la FTM pour développer la solidarité avec ceux de Denain, particulièrement la solidarité financière. Ainsi, pour ce qui concerne l'avenir, les perspectives de la lutte, la FTM lancera-t-elle de grandes initiatives coordonnées dans les bassins pour permettre aux sidérurgistes de briser l'isolement et de poursuivre leur combat de façon avantageuse ? Ces problèmes, cette question du plan d'action n'ont pas été abordés par Sainjon. Celui-ci déclarait : « Il faut autour de Denain un vaste courant de solidarité active », mais sans expliquer les moyens que la FTM comptait fournir aux sidérurgistes pour créer ce courant de solidarité. Nul doute que ces questions seront bientôt à l'ordre du jour. Après le meeting, la manifestation a duré une heure et demie dans Valenciennes. En tête, quatre fondateurs en tenue de travail, reprenant régulièrement « Le chiffon rouge » que lance une voiture sonne. Chanson qui est devenue, en quelque sorte, l'hymne de ceux de Denain.

Rémi DAINVILLE

# Expulsés de France pour fait de grève !



Du 6 au 28 novembre, 120 travailleurs, Sénégalais et Mauritaniens, se sont mis en grève aux Tuileries de Saint-André à Marseille. Ouvrant aux postes les plus pénibles (surveillance et manutention des tuiles en cuisson), aux températures les plus élevées, ces travailleurs sont les salariés d'un groupe comprenant quatre usines dans la région, la Tuilerie de Saint-André est la plus importante. Ce groupe se caractérise par un patronat de choc, déterminé à casser toute velléité syndicale. Déjà en 1975, à la suite d'une grève, la section CGT avait été démantelée. Depuis lors, aucune vie syndicale n'a pu avoir lieu à Saint-André, mise à part la présence du syndicat Force ouvrière, tout dévoué à la direction.

**L**E 6 novembre, la grève sauvage des 120 travailleurs a éclaté à l'usine de Saint-André. Pourquoi ? Les travailleurs immigrés, suite à la grève de 1975, ont obtenu des cumuls de congé, permettant de s'absenter deux ou trois mois. A leur retour, ils n'ont aucune garantie de réembauche et certains attendent plusieurs mois pour être repris. En termes juridiques, ni licenciés ni réembauchés, ils se trouvent dans une situation de non-droit. Le 6 novembre, précisément, neuf travailleurs attendent depuis plus d'un mois l'embauche : en outre, un ouvrier sénégalais, ayant protesté contre la situation faite à ses camarades, reçoit une lettre de licenciement sous prétexte de retour tardif de son congé payé (deux jours). C'est la grève !

Non-syndiqués, les travailleurs prennent contact avec FO dont ils ne reçoivent que conseil d'abdiquer, de se plier aux décisions patronales. C'est alors que la CFDT va les aider à s'organiser.

Au deuxième jour de leur mouvement, ils obtiennent la réembauche de neuf de leurs camarades, mais l'approfondissement de l'unité qui se réalise dans cette grève leur fait prendre conscience que d'autres revendications sont à formuler : après 22 jours de grève, ils obtiennent par écrit une promesse générale de réembauche des travailleurs après deux mois d'absence.

Mais l'aspect positif de cette grève est plus le renforcement de la dignité et de l'unité des travailleurs, puis, sur la fin du mouvement, l'adhésion des non-grévistes maghrébins. Bref, au bout du compte, une section syndicale CFDT est née dans la lutte et la situation dans l'usine ne peut plus être comme avant. La direction ne s'y trompe pas, elle refuse l'élection prévue de délégués du personnel.

Alors que le travail a repris depuis le 26 novembre, d'importantes forces de police interviennent le 6 décembre à l'usine et au foyer-dortoir de la Tattandière où la plupart des travailleurs de la tuilerie logent. Disposant d'une liste nominative, fournie par la direction de l'usine, les files repartent avec 21 travailleurs. 15 seraient recherchés dans le cadre d'une enquête pour détention de faux papiers d'identité.

Les six autres ont le malheur d'avoir la peau noire tout en ayant la nationalité française. Il s'agit bien de montrer à ces travailleurs immigrés qu'ils ne doivent pas relever la tête. La plupart de ceux-ci, rentrés en France officiellement, ont été par la suite victimes de trafiquants professionnels, disposant peut-être de complicités dans les services administratifs concernés et ce jusqu'en 1979.

D'autre part, depuis 1976, la direction n'ignorait rien de la situation de ces ouvriers : jouant la carte du silence, elle disposait de leur force de travail. La suite de cette histoire est encore plus édifiante : alors qu'ils

devaient être présentés au parquet en vue d'une éventuelle inculpation, le samedi 8 décembre au matin et qu'un groupe d'avocats s'appretait (sur la base des renseignements donnés par le procureur lui-même) à assurer leur défense, il s'est avéré que remis en liberté depuis la veille au soir sur ordre du même procureur, la police s'était de nouveau emparée d'eux et les avait expulsés à l'exception de quatre d'entre eux, auxquels un délai de cinq jours avait été laissé. Ainsi, le procès a été évité qui aurait permis de faire la lumière sur toutes les responsabilités dans cette affaire et notamment celle des trafiquants.

Cette affaire scandaleuse a provoqué un émoi considérable. A l'appel du PCF, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées dans le quartier de St-André pour protester contre l'arrestation des travailleurs africains (le PCF en a profité pour vendre un certain nombre de cartes auprès des travailleurs concernés). Au cours d'une réunion d'information contre les projets de loi racistes, groupant un demi-millier de personnes, organisée à l'initiative du MRAP, de la CIMADE, de l'Association des juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, un appel a été lancé pour le soutien à ces travailleurs et le lendemain, une centaine de personnes indignées venaient appuyer le collectif d'avocats devant le palais de justice, en vain puisque une majorité de ces travailleurs venaient déjà d'être expulsés ou étaient sur le point de l'être. Cette collusion entre le patronat, la justice et la police est un avant-goût de ce que nous promettons les projets de loi Bonnet-Stoléru.

La mobilisation sur cette affaire doit prendre une ampleur exceptionnelle pour montrer que la classe ouvrière n'est pas prête à se laisser affaiblir. Quand on touche aux travailleurs immigrés, c'est toute la classe ouvrière qui doit riposter.

Correspondant



## Mutations

On ne dénoncera jamais assez le drame provoqué par cette déportation moderne du travail que constituent les mutations : « J'ai été muté pour faire des tuyaux à l'allourec Dunkerque », me déclare cet ouvrier de l'aciérie. C'est quand même malheureux ! Changement de métier, de ville, de vie. S'exiler à 150 kilomètres de Denain ? C'est parce qu'il refuse cela qu'il lutte avec ses camarades ! Il y a surtout la crainte de devenir chômeur, comme me le raconte cet autre ouvrier qui, lui, a accepté d'être muté : « Ils demandaient un menuisier. Je suis menuisier, alors j'ai fait une demande de mutation à Usinor-Dunkerque. Un ingénieur s'est déplacé jusqu'ici et m'a dit : Il n'y a pas de place à Dunkerque. Un mois et demi après, je reçois une lettre de Dunkerque, il n'y a pas de place pour moi. Ils m'ont dit : « Ne désespérez pas, on vous trouvera une place », mais ils n'en sont pas capables, ça fait bien six fois que je suis allé à la direction. »

RE-EDUCATION  
NATIONALE (4)

# Répression : pourquoi les enseignants sont-ils touchés ?

Il est grand temps de tirer le signal d'alarme sur les interdictions professionnelles, sur le recours de plus en plus fréquent à des procédés, tribunaux et cour d'exception.

LES quelques exemples que nous avons rassemblés concernent des fonctionnaires et plus particulièrement des enseignants. Pourquoi ? Pour plusieurs raisons. Premièrement, ils démontrent clairement comment le gouvernement applique ces travailleurs en appliquant, en tous points, la même politique que les patrons du privé. Menés — forcément — par la même politique, ils tendent à réduire les effectifs, à briser dans l'œuf toute forme de contestation qui pourrait drainer derrière elle le ras-le-bol majoritaire.

Deuxièmement, si dans le privé, il y a fort longtemps que des mises à pied se font pour des raisons syndicales, politiques, ce phénomène est relativement récent dans la fonction publique. Il faut combattre les idées fausses, largement répandues par l'Etat lui-même, sur les fonctionnaires : personnel nanti. Le temps des privilèges est révolu, tous les travailleurs ne vont-ils pas être confrontés à la même répression et à la même insécurité économique.

Je ne prendrai pour exemple que la précarité de l'emploi : vacataires, stagiaires, suppléants, auxiliaires sont légions, à présent dans la fonction publique, partageant les mêmes inquiétudes que les travailleurs précaires du privé, mais aussi les mêmes intérêts : conserver son emploi.

Troisièmement, la répression, le flicage exercé à l'encontre des enseignants revêt un aspect particulier. Quel est le rôle assigné par l'Etat-patron aux enseignants ? Je me bornerai à l'esquisser.

Les travailleurs ont l'expérience du capitalisme dans leur travail ou dans l'absence de travail — chômage — dans leurs conditions de vie : logement, santé... Mais, dès l'enfance, nous sommes confrontés au capitalisme, à ses institutions qui est alors l'école.

Les enfants sont soumis à l'idéologie bourgeoise d'une façon organisée. C'est là que sont enseignées les discriminations, les contradictions sur lesquelles repose la politique de la bourgeoisie : discriminations entre gars et filles, entre manuels et intellectuels, entre les travailleurs des villes et des campagnes, entre les Blancs et les non-Blancs, etc. Voici une fonction de l'école, l'autre est de reproduire en nombre les travailleurs dont le patronat aura besoin dans les dix, quinze années à venir : tant de techniciens qualifiés, tant de manœuvres... Or, ces deux fonctions sont dialectiquement liées : l'une cautionne l'autre.

## LE DOUBLE ROLE DES ENSEIGNANTS

Le rôle des enseignants est donc de « perpétuer » ces deux fonctions de l'école ; pour ce faire, ils doivent correspondre au profil de l'emploi. C'est pourquoi tout ce qui peut bouger est mal vu de l'Education nationale : enseignants qui tentent de lutter contre le caractère réactionnaire de l'école (lutte contre les inspections, enquête sur les élèves) ou qui, en dehors des heures de classe, militent syndicalement ou politiquement.

C'est dans cette perspective de répression liée à des intérêts économiques — « Il vaut mieux garder les bons » — de répression liée à une conception idéologique de l'enseignant qu'on doit considérer les exemples suivants.

Bien évidemment, il ne s'agit pas de montrer que tout un chacun est en prison, ou est suspendu de ses fonctions, cela ne correspondrait pas à la réalité, mais il s'agit d'alerter l'opinion publique sur cette répression insidieuse et rampante.

Nathalie VILLOTIERS

Avec le Parti

# Lettre ouverte à Gilbert Millet, député PCF du Gard

Montpellier, le 23 novembre 1979

VOTRE interview à propos de la situation au Cambodge dans le journal *La Marseillaise* du dimanche 18 novembre appelle de notre part quelques remarques, non pas dans un but polémique mais simplement dans l'esprit de participer au débat qui préoccupe tous les communistes de ce pays. Vous affirmez après quelques jours passés dans deux villes du Cambodge, un an après l'invasion vietnamienne, témoigner des crimes commis à l'époque où le Cambodge était indépendant.

Nous voudrions faire deux remarques :  
— La population du Cambodge vit à 90% dans les campagnes, vous avez donc apparemment peu vu de cette population.

— Vous témoignez... un an après. Il y a un an, une délégation de notre Parti s'est rendue 10 jours dans ce pays qu'elle a traversé dans toute sa longueur. Elle n'a pas rapporté de faits confirmant vos propos. Elle a ramené de nombreuses photos et diapositives qui témoignent par contre que le peuple du Cambodge travaillait dur à cette époque pour pouvoir manger à sa faim mais il avait cependant « des bols pour manger le riz ».

Nous ne pourrions pas affirmer, sous peine de faire preuve de subjectivisme, que nous avons tout vu là-bas (mais vous non plus). Pour ce qui concerne le génocide, vous affirmez et ne prouvez rien. Pourtant, s'il y a eu génocide, c'est bien lors de la guerre impérialiste menée par les USA contre ce peuple courageux. Vous n'en parlez pas. C'est cependant la cause essentielle de la situation économique du Cambodge à sa libération et dans les trois années qui ont suivi.

Vous soulevez sans doute des problèmes intéressants sur la construction du socialisme mais il nous semble que l'appréciation du bilan de ce travail au Cambodge relève avant tout du peuple cambodgien, en toute indépendance.

Comment expliquez-vous d'autre part, le flot de réfugiés cambodgiens passés en Thaïlande depuis l'agression vietnamienne ?

Toutes ces questions méritent d'être réfléchies et débattues. Mais ce n'est pas là, d'après nous, le problème essentiel à l'heure actuelle. Pour nous, le problème essentiel c'est, qu'en soutenant actuellement la politique d'agression du gouvernement vietnamien, vous êtes en contradiction flagrante avec les propos d'un autre dirigeant du Parti vietnamien à savoir le camarade Ho Chi Minh qui disait : « Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté ».

C'est cette indépendance que le Vietnam ne veut pas pour le Cambodge.

Vous comparez cela à la libération de 1945, mais, quand les Alliés sont entrés dans différents pays en 1945, c'était pour chasser les occupants nazis. Avant

l'agression vietnamienne, il n'y avait au Cambodge, aucune trace d'occupation.

L'agression vietnamienne contre le Cambodge est du même type que l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie. On ne peut dénoncer l'une et approuver l'autre. C'est bien d'ailleurs ce qu'ont affirmé à l'ONU 97 pays qui ont demandé le retrait des troupes vietnamiennes. C'est une autre question que celle du régime intérieur de ce pays.

Les militants de votre Parti se sont battus avec les militants de votre Parti pour l'indépendance et la liberté. Les plus anciens d'entre nous ont combattu dans les rangs du PCF l'occupant nazi...

Notre Secrétaire général, le camarade Jacques Jurquet, a adhéré au PCF en 1942, a été blessé au front en 1944. C'est également en tant que secrétaire fédéral du PCF qu'il a participé à la grande manifestation anti-impérialiste contre « Ridgway la peste ». C'est hélas, entre autres, parce qu'il soutenait le FLN algérien qu'à l'époque, votre Parti considérait comme un groupe de provocateurs, qu'il a été, avec bien d'autres de nos camarades, exclu du PCF.

Par la suite, nous ne nous sommes pas toujours retrouvés côte à côte pour soutenir la lutte des peuples d'Indochine. Ce sont des militants de votre Parti qui, à Paris, à la Mutualité, ont lacéré en 1963 un portrait du président Ho Chi Minh, lors d'un meeting de soutien au Vietnam du Mouvement communiste français marxiste-léniniste. Ce sont des militants de votre Parti qui, en 1969, à Marseille, ont déchiré le drapeau vietnamien lors d'une manifestation contre les bombardements américains. Nous avons pour notre part, sans doute, porté des critiques excessives contre certains de vos militants à propos de ces questions.

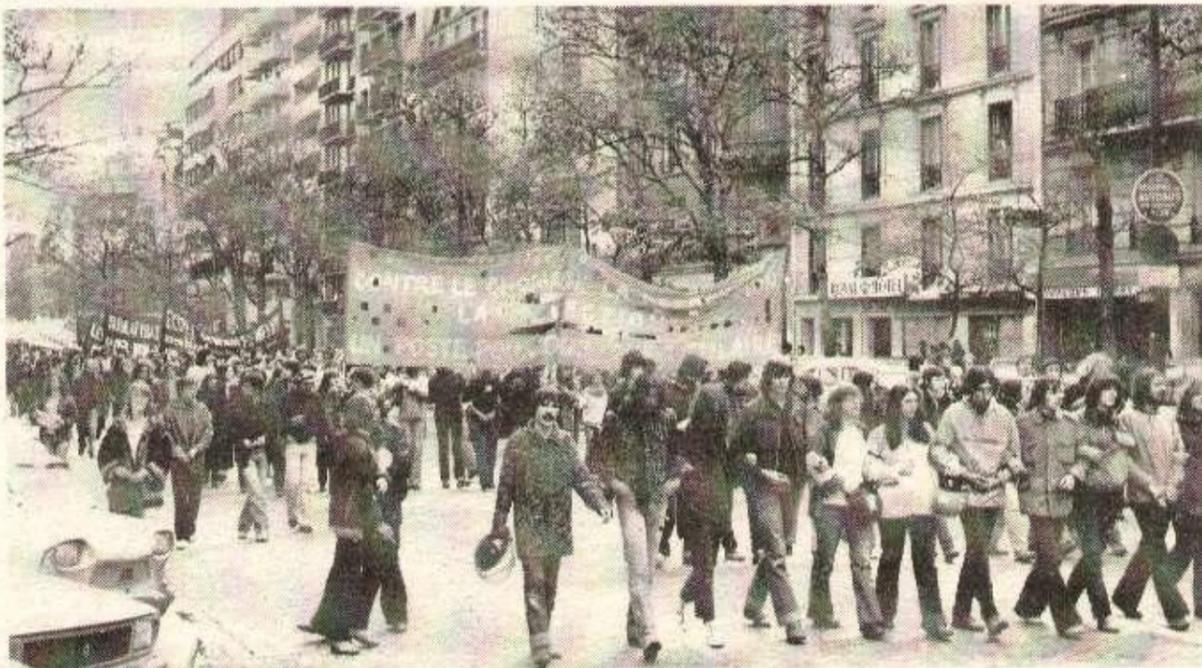
Tous ces faits sont regrettables, nous devons veiller à ce qu'ils ne se reproduisent plus...

C'est bien parce que nous pensons que les communistes doivent être les plus sincères défenseurs de l'indépendance et la liberté, que ce soit au Cambodge, en Tchécoslovaquie ou dans les actuelles colonies françaises, que nous tenons par cette lettre à contribuer à la discussion qui est, de fait, une des importantes préoccupations des communistes de ce pays.

Soyez sûr, de la sincérité de nos convictions communistes.

Le Secrétariat du Comité régional du  
CPR Languedoc-Roussillon du  
Parti communiste marxiste-léniniste.

Pour tout contact : PCML, 20 rue Cardinal de Cabrières  
34 000 MONTPELLIER





## Regardons les choses en face

**P**OUR nos sympathisants, nos camarades de travail, nous sommes de bons militants, dévoués... mais « utopiques ». La perspective que nous proposons, à savoir la révolution prolétarienne, le socialisme par la dictature du prolétariat n'apparaît pas crédible. Et si nous sommes suivis dans la lutte quotidienne, nous ne sommes plus suivis dans nos propositions politiques. Cela constitue sans aucun doute un frein au recrutement. A mon avis, il faut s'interroger très sérieusement sur les questions suivantes :

### 1) Le socialisme n'apparaît pas crédible :

a) Il y a eu beaucoup de déceptions : dégénérescence de l'URSS, luttes aigües en Chine, conflit Chine-Vietnam, politique des Khmers rouges, invasion du Cambodge, etc. Mais cela va plus loin encore : la période de Staline, le PCF avant la scission du MCI (Mouvement communiste international) n'offrent pas une image du socialisme ou d'un parti communiste pour lesquels ça vaut le coup de se battre aujourd'hui.

b) Le capitalisme évolue, pose de nouveaux problèmes exige une nouvelle réflexion. De nouvelles couches sociales sont apparues ou se sont développées (techniciens, dessinateurs, cadres), tandis que les industries avec un prolétariat traditionnel déclinent (mines, sidérurgie). Dans mon entreprise du secteur électro-mécanique et nucléaire, sur 3 000 salariés, 52 % d'employés, techniciens, cadres et 48 % d'ouvriers et le nombre d'ouvriers tend à diminuer régulièrement par suite de machines nouvelles qui suppriment des postes et la création de filiales dans les pays où les salaires sont bas et où se fait la production.

La classe ouvrière se transforme en même temps que le développement du capitalisme amène ou rend plus aigus d'autres problèmes et révèle des aspirations nouvelles : c'est l'environnement, le cadre de vie, la consommation, le nucléaire, pourquoi on produit ? l'aspiration à plus de démocratie, etc. Il nous faut saisir ce phénomène qui a commencé à s'exprimer en 1968. Les nouvelles méthodes patronales employées dans mon entreprise comme le travail en groupe, les réunions d'atelier, etc. montrent que les capitalistes ont saisi ce phénomène, ils s'appuient sur ces aspirations pour les détourner et les utiliser à leur fin mais en même temps, ils font croire que le capitalisme peut satisfaire certaines aspirations et que le socialisme est une idée du passé. Bien entendu, ces nouvelles méthodes patronales ne sont pas appliquées partout et toutes les boîtes sont loin encore d'avoir cela mais il faut saisir la tendance.

c) En conséquence, nous devons très sérieusement analyser la société dans laquelle nous vivons, ses multiples contradictions, vivantes, actuelles et à partir de cela montrer la « nécessité » du socialisme comme seule solution.

Lors de son 22e congrès, le PCF a défini la voie démocratique au socialisme pour la France ». Jacques Jurquet a livré quelques réflexions à ce sujet. A mon avis, le PCF a essayé d'analyser cette transformation de la société, les aspirations et les contradictions nouvelles. Ses propositions apparaissent crédibles. Nous passons à côté de la plaque quand on dit qu'il s'agit là de « vieilles recettes ». Nous devons critiquer le PCF sur l'analyse qu'il fait de la société française, expliquer sérieusement pourquoi ses propositions ne sont pas possibles, et non pas nous contenter de rappeler des principes généraux « la dictature du prolétariat, c'est la démocratie pour le plus grand nombre ».

### 2) « C'est bien beau ce que vous dites, mais que faites-vous ? »

Echaudée par de multiples déceptions, la classe ouvrière veut juger sur pièces. Elle en a ras-le-bol des discours et veut croire ce qu'elle voit ! Dans notre pratique, nous devons trouver des formes d'actions, réalisations concrètes, immédiates, sensibles qui ouvrent une brèche dans le système capitaliste et permettent de toucher du doigt ce que sera le socialisme.

L'exemple de LCA (Radio Lorraine-Cœur d'Acier) est très intéressant. S'il reçoit un tel intérêt populaire,

c'est qu'il donne l'exemple d'une autre radio véritablement populaire. Un autre exemple : les comités d'entreprise. Dans ma boîte, le CE est l'objet d'une âpre bataille syndicale. On juge les syndicats aussi sur leur activité dans les CE, c'est-à-dire leur capacité à satisfaire dès aujourd'hui un certain nombre de besoins.

Aujourd'hui, cette question est importante : un grand nombre de gens se retrouvent dans des associations diverses (loisirs, consommateurs, sports, parents d'élèves, quartiers, centres médicaux, etc.) pour impulser une autre conception des loisirs, du sport, de l'enseignement, de la médecine, etc. Cela correspond à la volonté de ne pas être complètement bouffé et écrasé par le capitalisme. Notre réflexion doit tenir compte de ces nouveaux phénomènes en sachant bien qu'on nous dit : « C'est bien beau ce que vous dites du socialisme, on ne demande qu'à vous croire... mais que faites-vous ? ». La classe ouvrière exige du concret.

### 3) Notre attitude par rapport à l'Union de la gauche.

Poser la question « quel socialisme voulons-nous ? Comment va-t-on y arriver ? » amène à examiner notre attitude par rapport à l'Union de la gauche. A mon avis, nous aurions dû appeler à voter Union de la gauche au 2e tour en mars 1978. Quels arguments nous ont amenés à nous abstenir ?

— Voter union de la gauche, c'est entretenir les illusions électoralistes.

— Le PCF au pouvoir égale la bourgeoisie au pouvoir.

— L'union de la gauche n'est pas capable de satisfaire les besoins immédiats des masses, les promesses électorales ne seraient pas tenues.

— Le PCF veut instaurer un capitalisme d'Etat bureaucratique, social-fasciste du même type que l'URSS.

— Le PCF au pouvoir, c'est le social-impérialisme à nos portes.

a) Peut-on mettre sur le même plan l'Union de la gauche et la bourgeoisie au pouvoir ?

— L'Union de la gauche a une politique que nous disons fondamentalement bourgeoise dans ce sens où elle ne remet pas en cause le système capitaliste. D'un point de vue général, « stratégique », le révisionnisme au pouvoir c'est la bourgeoisie au pouvoir. Mais quand il y a une élection, il s'agit de prendre position à un moment donné, sur des problèmes immédiats en voyant la position qui ira le mieux dans le sens des intérêts de la classe ouvrière. C'est-à-dire que nous devons avoir un point de vue particulier, « tactique ». Et la question qui se pose est : comment faire échec au plan Barre, aux projets de restructuration des représentants des groupes comme Empain-Schneider, la CGE, etc. En mars 1978, l'Union de la gauche était la seule force politique susceptible de s'opposer à la politique de la bourgeoisie monopoliste. Elle n'était pas une alternative à la bourgeoisie, la solution à son incapacité à maintenir son pouvoir face au développement de la lutte de classe.

— De plus, l'Union de la gauche était une force politique qui exprimait en mars 1978 la volonté de changement des masses, son opposition à la domination de la bourgeoisie. Son échec n'est pas un échec de partis bourgeois (comme des élections ont vu l'échec du RPR face à la consolidation de l'UDF), mais un échec de la classe ouvrière et nous devons en saisir toute la portée.

— Cela doit nous amener à nous poser très sérieusement la question de notre attitude vis-à-vis du PS et particulièrement du PC. Ne devons-nous pas avoir une politique d'alliances avec ces partis ? Nous ne pouvons pas parler d'unité à la base et dans l'action, avec les militants de base du PCF et du PS, dans la lutte de tous les jours et rejeter toute alliance avec leurs partis ! Il faut définir contre qui nous luttons et avec qui. Nous luttons contre la bourgeoisie monopoliste. Dans ce combat, nous devons avoir vis-à-vis du PCF et du PS une attitude d'unité et de lutte. C'est ce que nous sommes amenés à faire tous les jours dans les syndicats, notamment à la CGT : soutenir activement ce qui est juste, critiquer ce qui est erroné en s'appuyant sur les travailleurs. C'est

du moins ce que j'essaie de faire mais je me sens très mal à l'aise pour le faire dans la mesure où notre journal et notre Parti présentent le PCF comme un ennemi, séparent militants de base et direction, met sur le même plan PC, PS, RPR, UDF...

### b) Quel chemin vers le socialisme ?

— Il est faux de dire que le PCF veut instaurer un capitalisme d'Etat bureaucratique, social-fasciste (type URSS). A l'heure actuelle, le PCF reprend l'idée des « conseils d'ateliers ». (Voir notamment l'entreprise Ducellier récemment en grève où 57 conseils d'ateliers ont été créés). Ces conseils d'atelier ont comme rôle aujourd'hui de permettre aux travailleurs de prendre en mains leurs problèmes et leurs luttes et demain de contrôler l'entreprise en empêchant la bureaucratie. Il faut en tenir compte dans notre analyse.

— Pour ma part, je trouve cette idée positive et je la développe dans ma boîte. (Même au départ, contre certains membres du PCF qui trouvaient cela « gauchiste ») et je le fais honnêtement avec les camarades de la CGT du PCF ou pas, parce que ça me paraît correspondre à notre combat pour l'émancipation de la classe ouvrière. Mais encore faut-il, pour que je sois à l'aise, que le Parti ne regarde pas les choses d'en haut en disant « démagogie », « révisionnisme », « réformisme »...

— Comme je ressens les choses, j'ai l'impression que notre Parti, sorti de quelques idées générales du style « unité à la base et dans l'action », « démocratie », « coordination des luttes » n'a pas de tactique véritable. Nous faisons des vœux pieux, nous critiquons, nous regrettons mais nous n'avons pas une claire vision des objectifs et des moyens. D'où nous restons passifs, un peu spectateurs. Fondamentalement, cela vient de notre attitude vis-à-vis du PCF : en considérant le PCF comme nous le considérons, en mettant l'Union de la gauche et les monopoles dans le même panier, on est incapable de saisir ce qui est positif, ce qui unit... Comment dans ces conditions travailler dans la CGT ?

— Il faudrait aller plus loin dans l'analyse : dans nos pays capitalistes, la révolution prolétarienne n'est pas à l'ordre du jour. Ce qui l'est, c'est sa préparation, l'élévation du niveau de conscience et l'organisation de la classe ouvrière. C'est aussi par rapport à cela qu'il faut envisager les choix électoraux : qu'est-ce qui va nous permettre le mieux de faire notre travail de militants communistes ? L'Union de la gauche aurait certainement permis à la classe ouvrière de progresser et nous aurions été dans de meilleures conditions pour faire passer nos idées. La classe ouvrière s'éduque par la pratique, par les événements : l'Union de la gauche aurait été une bonne école.

### 4) Notre place...

Peut-être est-ce parce que j'apprends beaucoup de mes camarades de la CGT et de tas de camarades inorganisés mais il me semble que nous devrions avoir une attitude plus modeste. Nous sommes un peu trop vite gargarisés de notre « légitimité », de notre place dans le Mouvement communiste international, de « nous sommes un petit noyau, mais nul doute que l'avenir nous appartient ». Sortons de notre tour d'ivoire et regardons : il y a dans notre pays et dans les pays capitalistes une foule de gens, d'organisations, de groupes, de revues qui analysent, ont une pratique sérieuse. Nous les ignorons à tort : sur bien des points notamment l'analyse de société, nous avons beaucoup à apprendre. Etre le Parti d'avant-garde ne se décrète pas, ne se légitime pas historiquement. Nous devons le prouver par la pratique... Gardons-nous de nous isoler et de nous croire d'office le Parti. Il faut aussi sur la question du Parti en finir avec le dogmatisme et voir les choses telles qu'elles sont.

Un militant CGT d'entreprise  
Grenoble.

## La recherche médicale, ce n'est pas leur problème !

## Et Giscard qui parle d'améliorer les conditions de vie ..., en exclut-il les handicapés ?

**C**OMME moi, vous avez vu et entendu Yves Montand à la télévision, nous demandant à nous, télespectateurs somme toute moyens, contribuables moyens aussi, de verser 20 francs pour aider la Fondation pour la recherche médicale, qui lance son grand appel *Guérir « pour vaincre la maladie et la souffrance »*. Dans le même temps, le disque intitulé *« Le disque pour la vie »* est vendu pour lutter contre le cancer.

Comment en arrive-t-on là ? La recherche médicale, la guérison de fléaux comme le cancer nous touche tous. Qui n'a pas eu dans sa famille un décès dû à un cancer ? Le problème n'est pas de tergiverser sur le bien-fondé de cet appel humanitaire, mais de s'interroger sur où vont les fonds recueillis par les impôts sur le revenu, sur la

Le budget de la Sécurité sociale est passé la semaine dernière, puisque le gouvernement a — encore — engagé sa responsabilité. Un des grands dadas qu'aime enfourcher Barrot, le ministre de la Sécurité sociale, est qu'il faut mettre un holà aux dépenses excessives des Français pour leur santé. Les deux exemples ci-dessous illustrent parfaitement les insuffisances de la couverture et des risques assurés par la Sécurité sociale.

TVA, la vignette et les cotisations à la Sécurité sociale. Et pourquoi les chercheurs sont-ils contraints de mendier pour poursuivre leurs travaux éminemment importants ? Qui peut nous expliquer que, simultanément, on fait appel à notre humanité et que tout le secteur de la recherche est démantelé ?

Nous n'ignorons pas que bon nombre de chercheurs, avec leurs syndicats s'opposent aux plans Saunier-Seité et Aigrain qui limitent toute possibilité de recherche fondamentale — déjà limité par essence dans un système social comme le nôtre —, que leurs travaux sont soumis aux

intérêts des groupes capitalistes. Déjà l'Institut Pasteur est en cheville avec Rhône-Poulenc, déjà la branche sciences humaines du CNRS (\*) ne travaille que pour le marketing.

Le budget public consacré à la recherche biomédicale s'élevait en France en 1979, à un peu moins de deux milliards. C'est peu surtout comparé à l'arrière de cotisations patronales pour l'assurance maladie qui s'élève lui pour 1979 à 8 milliards de francs...

Nathalie VILLOTIERS

(\*) CNRS : Centre national de la recherche scientifique.

**A**VITROILLES, un homme, Monsieur Genetay, handicapé, avec une famille à charge, laissé sans ressources depuis plus de deux ans, suite à une grève de la faim de 12 jours, vient d'être hospitalisé dans un état grave.

C'est en février 1977 que M. Genetay subit à l'hôpital de Salon une petite intervention chirurgicale au niveau du genou sous anesthésie locale. C'est à la suite de cette intervention, au cours de laquelle s'est produite une erreur d'injection, que M. Genetay présente un début de syndrome algodystrophique. De son membre inférieur droit, évoluant vers l'aggravation en particulier du fait de troubles moteurs surajoutés ; quelle que soit la part de l'erreur d'injection dans l'origine de ces troubles, le fait est que le traumatisme tant physique que psychologique qu'a subi Monsieur Genetay à cette occasion, fait que ce jour, il ne se déplace plus qu'en fauteuil roulant, et qu'il lui est reconnu un taux d'invalidité à 80 %.

M. Genetay refusant un arrangement à l'amiable avec l'hôpital de Salon, demande réparation en justice. Un procès long, très long, est engagé, et toutes les demandes de provision sont refusées à M. Genetay.

M. Genetay est un homme qui a travaillé toute sa vie, qui se plaît à dire qu'il n'a jamais dû un sou à personne, il se retrouve aujourd'hui, et depuis cet acci-

dent, sans ressources, avec sa femme et deux enfants de 10 et 8 ans à charge, situation pour le moins dramatique quand il faut payer un loyer de 1 200 F par mois et nourrir quatre personnes. M. Genetay n'a pour vivre qu'une pension de 3 280 F par trimestre qu'il touche suite à une opération de l'estomac. Cela fait aujourd'hui plus d'un an que M. Genetay a fait la demande d'allocation aux handicapés à la Caisse d'allocations familiales (CAF) et au Fonds de solidarité nationale, auxquels il a droit d'un côté comme de l'autre. Malgré les dossiers remplis, les demandes rejetées, toujours rien, sauf il y a un mois, tenez-vous bien, la CAF a accordé à M. Genetay 54 F par mois d'allocation aux handicapés. Après réclamation, il semble y avoir erreur de l'ordinateur. Alors, avec le plus grand sérieux, on demande à M. Genetay de patienter encore quelques mois. Mais quand on ne peut pas donner à manger à ses enfants, quand on a deux ans de loyer en retard, quand on vient vous couper l'électricité tous les 25 jours, qu'on risque la saisie, on comprend que M. Genetay atteint dans sa dignité d'homme, refuse cette situation, refuse l'injustice dont il est victime.

(...) Et ce n'est pas tout, le sort s'acharne sur eux, M. Genetay vient de recevoir une lettre de la CAF lui réclamant un soi-disant trop perçu de 5 600 F d'allocation logement qu'il n'a

jamais touchées, alors la CAF lui a retenu durant plusieurs mois les 250 F d'allocation familiales qu'il touchait, encore une erreur d'ordinateur...

De plus, on a refusé à M. Genetay les allocations de rentrée scolaire pour ses deux enfants car il aurait des revenus trop élevés ! Et pour terminer le tableau, c'est la Sécurité sociale qui vient d'informer M. Genetay qu'il avait eu, par erreur, un trop perçu de 500 F de remboursement et que, jusqu'à concurrence de 500 F, on ne lui rembourserait plus ses médicaments. (...)

Alors que faire ? Attendre le drame, qu'un homme meure, pour que le scandale éclate.

Pour notre part, nous avons décidé d'en appeler à l'opinion publique, et à tous ceux qui refusent l'injustice pour qu'avant qu'il ne soit trop tard, justice soit faite à M. Genetay qui ne réclame que son dû.

Docteur PONCET — Médecin traitant de M. Genetay.  
Monsieur DUPAS — Conseiller Municipal.



**pour vaincre la maladie et la souffrance**

**APPEL GUERIR**

Fondation pour la Recherche Médicale (Grande Cause Nationale 1979)

**INFARCTUS  
HYPERTENSION  
MALADIES MENTALES · DIABETE  
RHUMATISMES · ULCERES · ALLERGIES  
MALADIES DE L'ENFANCE ET  
DES PERSONNES AGEES  
CANCERS**

Ne tardez pas, aidez les chercheurs à vaincre plus vite les maladies qui vous guettent tous, vous et les vôtres, aux différents âges de la vie.

Fondation pour la Recherche Médicale

**Grande Cause Nationale 1979**

Pour vous aider à mieux connaître les causes de ces maladies, pour vous aider à participer personnellement à leur prévention, les plus grands spécialistes de la recherche médicale ont constitué à votre intention un dossier qui fait le point sur leurs travaux et leurs espoirs.

Pour 20 F, somme qui sera entièrement versée aux chercheurs, vous pouvez disposer de ce dossier.

### Nouvelles

## CHRONIQUES DES SOLEILS DE BRUME (1) Etoiles sous terre (3)

L'HUMANITE ROUGE - Mardi 11 décembre 1979

**P**ENDANT un moment, Pascal pensait vraiment qu'il n'était toujours pas plus informé. Mais en l'écoutant au fur et à mesure, il se disait : « Ce n'est pas moi, de toute façon, qui la ferait changer d'avis, simplement parce que j'aurais discuté avec elle... »

Jean-Pierre toussait. Le froid l'imprégnait. Il ouvrit son manteau, prit une gitane, l'alluma et retourna davantage. Pascal, en le regardant, lui souriait : « Pour quoi prend-t-il cigarette sur cigarette alors qu'il a la crève et que sa toux, il la traîne depuis une semaine. Il suffirait d'arrêter de fumer. Mais voilà, j'aurais beau lui dire, il ne s'arrê-

terait pas pour autant. Il me dira que j'ai raison ». Elle leur disait qu'ils ont raison. Et puis après !... — Mais si les effectifs diminuent, demanda alors Pascal, ce n'est pas pour autant que vous aurez moins de travail !

— Ah ça non, et le travail, il faut qu'il se fasse et de plus en plus vite. Maintenant, on est obligé de mettre sur fiches, nous-mêmes, le temps de travail pour chaque pièce. Pour un condensateur, c'est ce que je fais actuellement, il faut 20 centièmes de secondes pour le faire. Et la direction est venue nous voir pour dire que la vente des condensateurs revient à trop cher, donc il faudrait que nous accélérions les ca-

dences pour en faire plus, comme ça, ça leur reviendrait à moins cher.

Ce qu'elle leur disait là, ne ressemblait pas à cette voix, qui au cours de la conversation montait doucement, comme un râle, comme une écume quelque peu troublée par la sortie des eaux, faisant corps avec le brouillard qui, lui, ne cessait de s'épaissir. En effet cette voix d'écume se dissipait, se dissolvait aussi rapidement qu'elle était apparue. Ils comprirent que cette révolte spontanée, brute, s'étouffait par manque d'air. Certes, elle attaqua, lançait ses pointes de rancœur à tout vent. Elle réservait, malgré tout, ses coups contre ses compagnes. Principalement. Mais dès

qu'elle eût commencé à parler de son travail, elle visait, leur semblait-il, juste. Même si elle n'en voyait pas la portée. Elle le comprenait, mais en filigrane. Sa voix plus sèche, plus martelée ressemblait davantage au reflet de sa vie de tous les jours, comme une feuille ronéotée, un peu pâle, en comparaison de l'original. Mais elle n'en représentait pas moins la réalité. Sa réalité. Sa réalité de tous les jours.

— Avant, il y avait une demi-heure pour régler le matériel électronique chaque matin et il y avait du personnel pour le faire. Maintenant, c'est nous qui devons le faire et on met au moins une heure pour régler tout ça, ce qui fait,

que ça nous retarde et, surtout, quand on est payé à la production.

Aussi un flot de renseignements coulait, coulait. Et Pascal n'eut pu en retenir que quelques bribes. Et elle le connaissait son travail, les moindres détails, ses problèmes. Mais il se sentait un peu dépassé. Il n'avait plus pied, tant elle parlait avec ses mots de tous les jours, ses mots techniques. Concrètement quoi ! Bien sûr, il était loin de ce qu'il imaginait, la classe ouvrière combative, le poing levé, l'enthousiasme, la force des luttes, les grèves longues et dures, les morceaux de bravoure... A l'écouter, il était, un peu

à côté de ses pompes. Tout cela n'existait pas encore. Ici.

Et Jean-Pierre le regardait. Il lui souriait comme s'il avait compris ses pensées : en effet, chez elle, cela n'existait pas encore, même si le brouillard se mélangait maintenant à la nuit noire mais, il suffirait d'un rien. Oui, d'un rien. Pas grand chose. Ce ne serait certes pas encore une rose épanouie, ni même une fleur qui apparaîtrait, mais une simple racine ou même encore une graine où il suffirait d'un rien... pour...

Pascal en était persuadé. Il était surtout persuadé qu'il y avait des étoiles qui dormaient sous terre. Comme elle.

FIN

IUT DE TOULOUSE

Colère et grève de la faim

**A**L'IUT (Institut universitaire de technologie) de Toulouse (Ponsan-Bellevue), deux travailleurs, Gérard Chabaut et José Chitlovsky, étudiants à l'IUT dans le cadre de la formation continue font la grève de la faim depuis le 26 novembre.

Un troisième, Michel Reynes, a dû interrompre son jeûne le 1er décembre car il était dans un état très grave. Mardi 4 décembre, 2 000 étudiants de l'IUT et ceux qui les soutiennent (étudiants des universités, personnel, partis et syndicats) participaient à une manifestation en ville, jusqu'à la préfecture avec, en tête, deux grévistes de la faim sur des brancards. L'objectif initial de cette manifestation était un colloque officiel qui se tenait en ville sur la formation continue justement, mais les autorités l'avaient judicieusement suspendu cette après-midi là !

Depuis jeudi 6 décembre, la grève des cours à l'IUT est totale, les locaux administratifs et les standards téléphoniques sont occupés ; les messages, les témoignages de solidarité affluent. Etudiants et travailleurs en formation continue de l'IUT s'organisent, envoient partout (facultés, lycées, quartiers) des délégations de dizaines de travailleurs et étudiants de l'IUT pour mobiliser et appeler à la solidarité. A Tarbes, a eu lieu jeudi 6 décembre une grande manifestation des IUT. De nombreux IUT en France sont aujourd'hui en grève, à notre connaissance : Paris, St-Nazaire, Lyon, Nancy, Caen, Tours, Rodez, Tarbes, Rennes, La Rochelle, Angers, Grenoble, Bordeaux (avec grève de la faim aussi...).

POURQUOI CES GREVES ?

Parce que les travailleurs sont victimes de ce qui, à l'IUT de Toulouse est qualifié de mensonges et de tromperies : « La formation professionnelle ». En effet, soixante-dix-huit travailleurs de notre région, sur les conseils des bureaux de la formation continue, ont abandonné leur travail sous la promesse d'une formation à l'IUT avec une rémunération sensiblement égale au SMIC. Sur ces 78, seuls 34 étaient payés en début d'année scolaire ! Il a frôlé une série d'actions pour que l'Etat débloque 24 allocations supplémentaires. 17 travailleurs se retrouvent donc aujourd'hui sans salaire, ni couverture sociale. Et ce n'est pas là le fait d'une situation toulousaine puisque nous savons que pour toute la France, le gouvernement n'a débloqué que 615 bourses pour ces formations continues en IUT !

Une véritable misère !! Voilà pourquoi ça bouillonne à l'IUT de Toulouse, à Tarbes, Rodez et ailleurs en France. Le préfet a redemandé la reprise pour négocier ; il se met le doigt dans l'œil. Le 8 décembre, s'est tenue à Grenoble une coordination des IUT en lutte. A Toulouse, se prépare une manifestation où les IUT espèrent être 5 000 pour le mardi 11 décembre. Ils ont déjà le soutien des partis de gauche et d'extrême-gauche, des syndicats CFDT et CGT et FEN.

Devant la détermination des travailleurs en formation continue des IUT et des étudiants, le gouvernement devra céder.

Correspondant

L'agro alimentaire : ça rapporte

**L**e groupe BSN-GERVAIS-DANONE qui vient de céder son secteur de verre continue sa percée dans l'agro-alimentaire en prenant 30% du capital de la brasserie italienne Würhrer. Cela se traduira aussi par la commer-

GRENOBLE

Dédoubllement de classe à Louise Michel

**I**l y a officiellement trois cents maîtres-auxiliaires sans emploi dans l'académie de Grenoble, en réalité beaucoup plus si on tient compte de ceux qui n'ont que de courts remplacements ou des postes à mi-temps.

Dans le même temps, les lycées et collèges sont bondés et surchargés ; ainsi, le lycée technique et le LEP Louise-Michel à Grenoble, prévus pour 1 500 élèves, en accueillent 2 100, en majorité des filles, et sur 67 classes, 44 ont plus de 30 élèves, dont 11 ont 35 élèves et plus. A Louise-Michel, on cumule ainsi nombre insuffisant d'enseignants et pénurie de locaux, 6 classes fonctionnent dans des bâtiments préfabriqués provisoires depuis 3 ans ; quant à la bibliothèque, elle n'offre que 20 places et une des revendications est la création d'un véritable centre de documentation et d'information. Face à cette situation, l'unité syndicale s'est réalisée pour organiser une action de dédoublement des classes

dans la semaine du 3 au 7 décembre. C'est ainsi que 26 classes de plus de 25 élèves ont pu être dédoublées, les enseignants prenant à tour de rôle la moitié de leur classe pendant que des collègues bénévoles gardait l'autre moitié. De plus, une délégation massive ira au rectorat le mardi 11 décembre pour exposer les revendications des enseignants. C'est au cours d'une conférence de presse du 8 décembre pour exposer les revendications s'étaient joints les élèves et les parents, ont exposé les problèmes du lycée et du LEP Louise-Michel. Il faut regretter que les syndicats enseignants n'aient pas pu se mettre d'accord sur la nécessité d'une participation active des élèves à l'action des enseignants. La lutte ne pourrait qu'y gagner en efficacité car les élèves présents ont vu l'intérêt à être moins nombreux par classe, l'une d'elles expliquant : « A 32 dans ma classe, on est tout le temps excités sérieux en fin de semaine, les derniers cours du vendredi après-midi, on ne les suit pas du tout ».

cialisation de l'eau d'Evian et de Kronenbourg outre-Alpes.

Sanders est un des rois de l'alimentation pour animaux. Il totalise un joli chiffre d'affaires de 3,12 milliards de francs. Il a vu les ventes d'aliments pour bétail augmenter de 4,9% pour les huit premiers mois de cette année par comparaison avec les huit premiers mois de l'année 1978.

Trigano, le roi du tourisme, investit lui aussi dans le secteur de l'agro-alimentaire. Il a créé à Mézères, dans le département de l'Ariège, une unité de transformation de la viande de porc. Il possède 38% des parts, un distributeur dispose aussi de 38%. Le reste est réparti entre un groupement de producteurs (20%) et des petits actionnaires.

CREUSE

Les éleveurs d'ovins manifestent

**A**l'appel de la fédération départementale ovine (éleveurs de moutons), il y a eu des barrages de pneus enflammés dans la nuit du 27 au 28 novembre. Ils se sont passés sur la

RN 145 et sur la voie ferrée Bordeaux-Genève. L'avenir des éleveurs de moutons est très précaire et les éleveurs s'inquiètent de l'arrivée massive de viande de moutons néo-zélandais.

HAUTE-SAVOIE

Producteurs de lait en colère

**L**ES producteurs de lait du département de la Haute-Savoie sont mécontents. Ils estiment en effet que le prix du lait a chuté de près de 20%. Pour protester contre cet état de fait, ils ont barré « autoroute blanche » et la nationale à Cluses. Plusieurs centaines de poids lourds ont été ainsi bloqués pendant plusieurs heures.

Quand il y a eu la dispersion, les producteurs de lait ont fait passer gratuitement le péage du tunnel du Mont-Blanc aux poids lourds.



Le No 21 de Prolétariat : Une arme pour les luttes

Le numéro 21 de Prolétariat vient de paraître avec un contenu qui répond bien aux préoccupations et aux luttes actuelles de la classe ouvrière et des marxistes-léninistes. Dans l'éditorial, Camille Granot fait le point sur l'unification des marxistes-léninistes et sur la fusion prochaine de Prolétariat et de Front rouge. Le protocole d'accord pour l'unification du PCRmi et du PCML est publié à titre de document dans ce numéro. A travers ce numéro de Prolétariat on sent bien que l'unité de la classe ouvrière et des marxistes-léninistes : Pierre Bauby et Camille Granot analysent, dans un important article, les mécanismes de division qui agissent dans la classe ouvrière ; ils passent en revue toutes ces entraves à l'unité : sous-traitance, travail intérimaire, inégalités hommes-femmes, jeunes-vieux, Français-immigrés, etc. L'unité ouvriers-paysans est indispensable pour le succès de la révolution prolétarienne. C'est dans ce sens que l'on trouve la première partie d'une analyse des classes à la campagne, document présenté par Lucien Nouveau. « Quatre millions de prolétaires sans feu ni lieu », tel est le titre d'une étude sur la situation des travailleurs immigrés en France, sur la politique du pouvoir vis-à-vis des ces travailleurs et sur la riposte à lui opposer.

La bourgeoisie s'attaque directement à la santé des travailleurs et à la Sécurité sociale. Jean Quercy dénonce ces attaques et précise les revendications à avancer. Quelle est la réalité dissimulée derrière les films de science-fiction ? Frédéric Lachaise répond à cette question. Et toujours des compte-rendus de lectures, très fournis et très instructifs. Un Prolétariat au cœur des préoccupations, une arme pour mieux unir et lutter.

L. C.

— Adressez vos commandes à : Prolétariat BP 320, 13213 Marseille Cedex 1 Tel : 16/91/90-97-07 CCP : 21 30 89 H Marseille.

En vente aux Herbes sauvages à Paris et à la Force du Livre à Lyon.

L'OUED EN CRUE DE BEDIYA BACHIR

L'Oued en crue c'est la montée irrésistible de la révolte du peuple algérien, des profondeurs de l'oppression coloniale jusqu'à sa libération.

Vingt-cinq ans après le 1er novembre 1954.

PRIX 22 F :

— aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville — PARIS 20e

— à La Force du livre, 33, rue René Leynaud — LYON 1er.

— au service de vente par correspondance des Herbes sauvages, livres service, 24 rue Philippe de Girard — PARIS 10e. Libellez les chèques au nom de la librairie, ajoutez 3 F de participation aux frais de port.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Pierre Burnand  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Claude Liria.  
Pour toute correspondance :  
L'Humanité rouge :  
B.P. 201 — 75926 Paris Cédex 19  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10  
Directeur de publication : André Druesne  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal 4e trimestre 1979

A l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la RDA, Brejnev, on s'en souvient, s'en est pris violemment dans un discours qu'il a prononcé à Berlin-Est, à la décision de l'OTAN de déployer des nouveaux systèmes de missiles nucléaires en Europe, affirmant notamment que «la réalisation des plans de l'OTAN aggraverait inévitablement la situation en Europe et empoisonnerait dans une grande mesure toute l'arène internationale».

Pour persuader de sa «bonne volonté», Brejnev annonçait en même temps la décision unilatérale de retirer 20 000 hommes et 1 000 chars de la RDA vers l'URSS et la proposition de «réduire le nombre de systèmes nucléaires de portée moyenne installés dans les régions occidentales de l'URSS... à condition que des systèmes nucléaires supplémentaires de portée moyenne ne soient pas installés en Europe occidentale».

La menace de détérioration des relations européennes et internationales qui, dans le discours de Brejnev puis dans les déclarations faites ensuite par d'autres officiels soviétiques, accompagne ces propositions de «réduction de forces», montre assez quelle importance le Kremlin attache à la décision que prendra l'OTAN. Du même coup, celle-ci et la réaction de Moscou ne sont plus une affaire conjoncturelle mais pourraient bien préparer un tournant dangereux dans la politique de «détente» en Europe et dans les relations internationales.

Pour justifier ses actuelles mises en garde aux pays ouest-européens et pour les dissuader d'accepter sur leur sol l'installation de missiles nucléaires à moyenne portée, Moscou nie que les modifications introduites dans son dispositif militaire aient d'importantes conséquences sur l'équilibre des forces est-ouest en Europe. A la lecture des textes, articles, documents soviétiques, on peut discerner quatre arguments essentiels. Deux de ces «arguments» ont été exposés par Brejnev à Berlin-est, à savoir, premièrement, qu'«affirmer (que l'URSS accroît sa puissance militaire dans des proportions non dictées par sa défense) c'est duper l'opinion publique», autrement dit le déploiement militaire soviétique actuel n'aurait qu'un but défensif et aucunement agressif ; deuxièmement, l'URSS, soulignent les dirigeants soviétiques, n'a pas, depuis 10 ans, accru le nombre de ses vecteurs situés dans sa zone européenne, elle n'a pas accru son arsenal d'une seule fusée, d'un seul avion, ni renforcé ses troupes d'une seule unité. Les deux autres «arguments» avancés dans diverses publications soviétiques, consistent l'un à affirmer que l'équilibre entre l'OTAN et le pacte de Varsovie n'a pas connu depuis longtemps de modification notable, l'autre, que cet équilibre se verrait simplement «renforcé», «consolidé» par le déploiement récent du missile mobile à têtes multiples SS 20. Les accusations portées contre les préparatifs de guerre de l'URSS sont ainsi présentées comme un prolongement de la «guerre froide», comme si le

dispositif militaire soviétique d'aujourd'hui était la simple continuité de ce qu'il était au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Ce qui frappe dans l'ensemble de ladite argumentation est le refus que soient examinées les implications concrètes des récentes mesures militaires prises par l'URSS.

#### L'EQUILIBRE DES FORCES EN EUROPE : REALISE DES LES PREMIERES ANNEES 0

En ce qui concerne l'argument du non-accroissement quantitatif des forces depuis 10 ans, il faut rapporter cette affirmation aux modifications qualitatives qui sont intervenues côté soviétique, dans ce laps de temps. Qu'il s'agisse du perfectionnement, de la sophistication croissante du système d'armes atomiques, au point de rattraper largement les Etats-Unis dans ce domaine, ou qu'il s'agisse des transformations de la physionomie globale de l'armée soviétique avec notamment la création de très grandes capacités d'interventions sur de multiples théâtres d'opérations, même éloignés du territoire de l'URSS, comme en témoignent par exemple, le développement considérable de la flotte de guerre et la formation de corps de «marines».

Mais, il faut aussi rappeler dans quelles conditions, pour les forces soviétiques, ont été abordées les dix dernières années. Au lieu de nous en tenir à ces seules dix dernières années, comme le veut Brejnev, il faut également observer ce qui s'est passé juste avant cette période,

# A LA VEILLE DU CONSEIL DE L'OTAN Pershing américains contre SS 20 soviétiques LA PUISSANCE SOVIETIQUE : BIEN AU DELA DES BESOINS DE DEFENSE

Par grégoire CARRAT

## Le dernier cri de la panoplie soviétique

*Le programme SS 20, en cours de réalisation pour remplacer les anciens missiles, devrait aboutir, selon les estimations dont la diversité est liée à la discrétion soviétique — à l'installation de 400 à 1 200 fusées. Le missile SS 20 est un missile terrestre mobile, ce qui limite considérablement les possibilités de le détruire au sol. Il est doté de 3 têtes nucléaires, d'une puissance explosive de 0,3 à 1 mégatonne, guidées indépendamment les unes des autres. Sa précision a été nettement renforcée par rapport aux précédents missiles soviétiques à moyenne portée. Tiré à partir de la zone européenne de l'URSS, il peut atteindre les centres névralgiques des pays ouest-européens.*

*La mise en œuvre du SS 20 est simultanée avec le déploiement du bombardier soviétique porteur de charges nucléaires, «Backfire». Avec un rayon d'action de 5 500 kilomètres et une vitesse du Mach 2,5, celui-ci dispose d'une grande capacité de pénétration, d'autant plus qu'il peut tirer un missile à 750 kilomètres de distance. Partageant avec le SS 20 des qualités de précision dont ne disposaient pas les générations précédentes de missiles et de bombardiers soviétiques, le «Backfire», avec son long rayon d'action, peut constituer une redoutable menace pour l'ensemble des communications maritimes de l'Europe.*

des Soviétiques, susceptibles de transporter jusqu'à plus de 2 000 km des charges de l'ordre de la mégatonne.

Au total, tant avec l'acquis de la fin des années 60 qu'avec les modifications opérées ensuite, on peut constater que l'équilibre s'est réalisé avec l'OTAN au cours des premières années, grâce à un accroissement notable de la puissance soviétique. Ceci s'inscrit en faux contre les allégations soviétiques laissant entendre que cet accroissement n'aurait pas eu lieu et que les nouveaux dispositifs militaires mis en place aujourd'hui ne feraient simplement qu'améliorer ou assurer cet équilibre.

#### UNE CAPACITE OFFENSIVE TOUJOURS RENFORCEE

L'équilibre relatif qui existait paraît s'être rompu au profit de l'URSS avec le déploiement du missile terrestre mobile à portée intermédiaire SS 20 et du bombardier à long rayon d'action «Backfire» qui augmentent de façon très sensible le caractère offensif du dispositif nucléaire soviétique pointé vers l'Europe occidentale (voir encadré).

Lorsqu'on examine les «arguments» officiels soviétiques, on peut se demander pourquoi l'URSS consentirait un tel effort militaire si, comme le déclarait Brejnev à Berlin, il existait un équilibre des forces en Europe que la décision de l'OTAN serait seule de nature à menacer, et si Moscou était, comme il le dit, avant tout préoccupé de mettre un terme à la course aux armements.

En réalité, la modernisation telle qu'elle est entreprise, du système nucléaire euro-stratégique de l'URSS qui accroît grandement sa capacité offensive est une pièce d'un ensemble de mesures prises de manière continue par l'état-major soviétique : mesures qui renforcent le potentiel

offensif de l'URSS et dont la seule évaluation numérique des unités ou des missiles en service ne suffit guère à rendre compte. Parmi les autres pièces de cet ensemble, citons à titre d'exemple le percement d'un canal de la mer Blanche à la Baltique en 1975, la mise sur pied d'un transbordeur à grande capacité entre la Crimée et la Bulgarie, constituant ce pays en tête de pont dans l'importante région des Balkans, la modernisation régulière de tous les systèmes d'armements conventionnels, le développement d'une force aérienne largement supérieure à celle des pays de l'OTAN. Il s'agit d'une recomposition globale des forces soviétiques qui a été conduite par Brejnev depuis 1965 et non d'opérations ponctuelles destinées à acquérir un avantage relatif, ou à combler un retard, dans tel ou tel domaine particulier. Ce remodelage rend aujourd'hui la puissance de l'armée soviétique beaucoup plus efficace, la menace que représente celle-ci plus effective, et il ouvre la possibilité d'une importante modification du rapport de forces en Europe. C'est, confronté à ces données que l'OTAN a envisagé depuis trois ou quatre années, un renforcement considérable de son propre arsenal, la recherche de l'avantage par l'URSS servant d'élément moteur à une course aux armements en Europe qui, nous le verrons, met gravement en cause la sécurité et l'indépendance de l'ensemble des pays européens.

## Notes discordantes

C'est cette semaine, à Bruxelles, que les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN se prononcèrent sur l'installation en Europe occidentale de S72 nouveaux missiles — les missiles Pershing 2 et les missiles Cruise — capables d'atteindre le territoire soviétique. Ces engins sont censés faire contrepoids aux missiles SS 20 et aux bombardiers Backfire dont s'équipe actuellement l'armée soviétique, et qui par leur rayon d'action et leurs caractéristiques, ont directement pour cible l'Europe occidentale.

A la veille de cette décision, des positions divergentes sont apparues en Europe. Tandis que le parti gouvernemental SPD, en RFA, et le Parlement italien se prononçaient pour l'installation des missiles américains, les milieux dirigeants de Norvège, du Danemark se sont déclarés favorables à ce que les négociations envisagées avec l'URSS pour qu'elle renonce au SS 20 et au Backfire, soient menées préalablement à tout déploiement des missiles US. Le Parlement des Pays-Bas s'est prononcé dans ce sens, également.

Tandis que ces divisions s'expriment le Kremlin a multiplié les manœuvres et déclarations à la veille de la réunion de l'OTAN, pour que les pays ouest-européens renoncent aux nouveaux missiles y compris par un retrait limité de forces en RDA, sur la signification exacte duquel nous reviendrons, dans nos prochaines éditions.

L'Europe est ainsi confrontée à une pression croissante de l'URSS tandis que l'absence d'une défense unie et indépendante, qui n'est même pas amorcée, la rend dépendante des Etats-Unis, et donc des marchandages entre les deux superpuissances. Autant de facteurs qui placent aujourd'hui la sécurité et l'indépendance de l'Europe dans une situation particulièrement vulnérable et fragile.

Dans une  
prochaine édition :  
**LE PLAN DE L'OTAN  
ET LA DEPENDANCE  
EUROPEENNE**